

A. Intervention de Sophie BECHEREL

1. Présentation

Merci beaucoup M. MASUREL. Je vais dire 2 ou 3 petites choses sur la raison de ma présence, ce qu'est notre association, puis quelques réflexions qui ont émané de notre assemblée générale, notamment suite à une tribune rédigée et publiée par Sauvons le Climat, qui s'appelait « *Après Fukushima, les médias aussi pourraient faire leur examen de conscience* ».

Suite à cette tribune, où les journalistes scientifiques étaient assez brutalement, pour ne pas dire violemment, attaqués, en particulier ceux du service public, je me suis trouvée, dans la mesure où je travaille pour un média du service public et en tant que présidente de l' AJSPI, directement interpellée par les propos assez injustes que j'ai lus. J'ai donc contacté Sauvons le Climat, M. MASUREL, et nous nous sommes rencontrés. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait peut-être utile que les journalistes expliquent un peu plus comment ils travaillent, ce qui devrait lever certaines critiques que votre communauté peut exprimer à notre rencontre, à savoir que la majorité d'entre nous ne sont pas compétents, anti-nucléaires, et que nous donnons la parole à des gens qui ne méritent pas de l'avoir.

L'AJSPI que je préside en ce moment (c'est une présidence qui tourne régulièrement) compte 250 membres environ, tous des journalistes actifs. Cette association a plus de 50 ans : dès le départ, et c'est aujourd'hui encore sa vocation, elle s'est posée la question du traitement des questions scientifiques dans la presse. A l'époque, c'était très centré sur la médecine : fallait-il confier à des médecins l'information médicale, ou à des journalistes qui auraient eu quelques connaissances en biologie ou en médecine ? Le débat se poursuit en quelque sorte aujourd'hui. Toujours est-il que dans cette association, tous les types de médias sont représentés : la presse écrite, radio, télévisuelle, désormais les sites web etc. N'y figurent que des journalistes actifs, dont une part de plus en plus importante de journalistes pigistes ou indépendants. Ces deux termes signifient que ces journalistes-là ne sont pas salariés : ils sont payés à la tâche et n'appartiennent pas à une rédaction. Ils ne sont pas payés chaque mois par un journal, une radio ou une télévision et, de ce fait, leur travail est rendu plus difficile par une plus grande précarité. Cette tendance augmente car, vous l'avez peut-être constaté, la place de la science dans les médias généralistes et on peut dire aussi spécialistes diminue. En même temps se pose la question du traitement qu'on doit lui accorder, puisque les sujets scientifiques irriguent tellement de questions de société qu'il faudra peut-être à terme augmenter la culture générale des journalistes plutôt que de cantonner la science dans des pages science, médecine, technologie, environnement souvent faites par des journalistes qui se consacrent qu'à cela.

Dans notre association, comme il y a tous types de médias, il y a des médias généralistes et des médias spécialisés (la Recherche, Sciences et Avenir, Science et Vie...). Dans les médias spécialisés, la plupart du temps, vous avez des journalistes qui ont un très haut niveau de culture scientifique et possèdent des diplômes scientifiques assez poussés. En revanche, dans les médias généralistes, cela n'est pas toujours le cas, en particulier dans l'audiovisuel, où on ne démarre pas (que ce soit à la télévision ou à la radio) par la rubrique sciences ou par la rubrique médecine. En général y viennent des journalistes qui ont une formation généraliste mais qui y trouvent intérêt. C'est mon cas : j'ai une formation littéraire et, pourtant, je traite tous les jours de sujets scientifiques. Donc, évidemment, de cette formation initiale découle un traitement différent et, je le pense également, un degré de confiance du lecteur ou de l'auditeur différent. Personnellement, je suis tout à fait ouverte aux critiques car j'ai tout à fait conscience de ne pas être au même niveau qu'un journaliste qui travaille par exemple pour La Recherche. Je crois vous avoir à peu près brossé le portrait des membres de l'AJSPI.

En ce qui concerne l'objet de l'association, nous tentons de favoriser le traitement de la science dans les médias, de lui donner une place en militant pour qu'on comprenne l'importance de certains sujets. Dans les sujets de société, cela nous semble à tous évident, mais malheureusement, cela ne semble pas encore évident pour les responsables de médias généralistes. Je ne sais pas si vous regardez la télévision, mais vous avez dû voir la part réservée à la science sur des chaînes grand public comme TF1 ou France Télévisions. Je parle là des journaux d'information, puisqu'à côté, il y a les programmes de divertissement, ou les programmes éducatifs. C'est autre chose : en général, ils sont beaucoup moins regardés que les journaux d'information et c'est pour cela que l'information constitue une espèce de baromètre. Comme à la radio, c'est l'information qui tire l'audimat, et on peut mettre tous les programmes de sciences que l'on voudra, cela n'empêchera pas que le suivi de l'actualité scientifique reste quand même ce qui tire et « forme » ou maintient au courant le grand public.

Selon que l'on est pigiste, qu'on est titulaire dans un journal, qu'on travaille pour une radio, un mensuel, un quotidien, nos contraintes sont très différentes. Vous vous en doutez. Tous les jours, dans un quotidien par exemple, il y a des conférences de rédaction. A la radio et à la télévision, c'est pareil. Dans ces conférences de rédaction, tous les services sont représentés : chacun apporte ses propositions de sujet et un arbitrage est fait. La science, je ne vous le cache pas, sauf le jour où on entendra la voix des extraterrestres, n'en est jamais une. Il faut donc se battre tous les jours pour convaincre de l'intérêt de son sujet, de son importance, et c'est d'autant plus difficile que la grande majorité des responsables de médias ont le même niveau de culture scientifique que la population française et c'est donc assez bas... Vous le savez, il y a eu des dizaines et des dizaines de rapports là-dessus, je ne sais pas si on a progressé mais en tout cas, ce n'est pas glorieux. On a vu des ministres ne pas savoir faire une règle de trois. Ce n'est pas un jugement, mais cela en dit long sur le niveau global de la population française. Je crois qu'il est bon de le rappeler car dans votre communauté scientifique, vous perdez souvent cela de vue. Je le dis parce que je rencontre beaucoup de scientifiques toute l'année, et il y a des choses que nous, nous côtoyons tous les jours, dans la rue, dans les salles de rédaction, et cela, vous l'avez un peu perdu de vue. De ce fait, votre niveau d'exigence est assez élevé, et vous ne comprenez pas qu'il y ait des erreurs grossières dans certains articles qui concernent votre discipline ou des connaissances de base : je parlais de la règle de trois, mais cela pourrait être comment fonctionne un réacteur nucléaire par exemple.

J'en viens finalement à cette tribune publiée par Sauvons le Climat sur les journalistes, dans laquelle, je l'ai dit tout à l'heure, les propos étaient vraiment assez durs. Je vous remémore juste une phrase, ça va faire mal ! *« Nous constatons et regrettons que, sauf exception méritoire où l'on donnait la parole à des personnalités véritablement compétentes, l'information a été très peu transparente, souvent manipulée et très rarement éclairée. [...] Il y a une différence majeure dans la manière de traiter cette information de base entre les médias français et allemands et les médias anglo-saxons : alors que ces derniers livrent des faits à leur auditoire électeur, avec ce qu'il faut d'explications pour la compréhension, en France, l'information est trop souvent orientée et déformée par des journalistes rarement compétents et souvent de conviction antinucléaire ».*

Vous voyez, cela fait mal quand on entend cela, mais en même temps, c'est assez salutaire. Dans les contraintes que je vous ai mentionnées, j'ai oublié de parler du temps qu'on nous accorde pour traiter un sujet.

Le temps que l'on nous accorde : suivant que vous travaillez sur un long documentaire pour une chaîne de télévision, ou un article de 6 pages pour un mensuel, ou bien qu'on vous demande de traiter une information en une minute, ou 500 lignes, vous voyez à peu près la difficulté que cela va représenter et ce que cela va impliquer en termes de raccourcis, simplifications, ou de choix même d'une information (ce qu'on appelle chez nous un angle d'attaque de l'information). Cette contrainte-là, tous les journalistes l'ont. Posez-vous simplement la question : en ce moment, comment traite-t-on de la crise européenne, de la crise financière, de la crise des banques ? Ce que j'entends le soir à la télévision, ce que je lis dans Les Echos, ce que je lis dans Le Figaro, le Monde, que

sais-je, comment le journaliste peut-il, suivant qu'on lui a donné une demi-page de journal ou dix lignes, traiter de la même information ? Et pourtant, cela se pratique tous les jours. Pour connaître le degré de confiance que vous devez accorder à une information, vous devez vous demander quelles sont les contraintes qui ont pesé sur le journaliste concerné. Demandez-vous aussi quelles sont les informations qu'il possède, quelle est sa formation ?

Peut-être y a-t-il des questions à se poser sur la formation des journalistes. Je l'ai évoqué tout à l'heure. Mais il faut aussi tenter de déterminer, c'est un principe de réalité, à quel lecteur cette information est destinée. Vous, vous avez bien évidemment un niveau de connaissance qui se situe en haut du baromètre. Votre voisin de palier, vos petits-enfants, qui sont jeunes (on a aussi des lecteurs ou des auditeurs jeunes), quel niveau de connaissance ont-ils ? Aujourd'hui, qu'est-ce qui préoccupe les gens ? C'est de savoir effectivement si le nuage de Fukushima va leur arriver sur la tête ou bien s'il faut réviser la sûreté de toutes nos centrales. Il faut se poser, je crois, toutes ces questions là. Nous devons nous aussi nous poser une question que l'on renvoie en général à notre public, c'est que l'on dit souvent : « vous n'avez pas traité de ceci, vous n'avez pas traité de cela ». Mais à quel moment avez-vous pris l'histoire en route ? La télévision et la radio, par exemple, cela ne s'arrête jamais, et on espère que les gens ne sont pas toujours devant ou toujours avec leur oreillette... Du coup, si vous écoutez un journal le soir, vous n'avez pas forcément entendu tout ce qui s'est dit le matin, mais nous n'allons pas répéter toute la journée la même chose. Donc on progresse. De la même manière pour un quotidien, peut-être qu'on ne lit pas tous les jours le même quotidien mais le journaliste, s'il a écrit tous les jours dans ce quotidien, fait en sorte de faire progresser son enquête, son information et ne répète pas nécessairement des choses écrites plus tôt. Donc cela fait partie aussi des contraintes.

Il y a également le support : TF1 ou France Culture ne vont, par exemple, pas traiter de la même manière l'accident de Fukushima.

Voilà, je voulais juste vous montrer comment la science était abordée dans les médias, avec toutes ces contraintes-là. Soyez persuadés qu'il en est de même pour tous les autres sujets et notamment pour l'économie.

J'arrête là et je vous laisse la parole.

2. Questions

Question de Jacques FROT : Bonjour Madame. Je place ma question dans le sillage de l'intervention d'Edouard BREZIN ce matin. La communication erronée, voire mensongère, fait de formidables dégâts dans l'opinion, car les peurs irrationnelles se vendent bien, tandis que la raison sereine n'intéresse personne. Par voie de conséquence, cet état de chose entraîne de mauvaises décisions politiques et de mauvaises décisions de stratégie industrielle. Le dommage est grand, tant les moyens de communication sont nombreux, puissants et accessibles à tous. Chacun, fût-il ignorant ou mal intentionné peut dire ou écrire maintenant n'importe quoi sur n'importe quel sujet. Ma question est la suivante : au nom du principe de précaution, ne devrait-on pas tenter d'y apporter remède ?

Avant que vous me répondiez, je vous précise que j'ai interpellé publiquement devant 500 ingénieurs du corps des mines, il y a quelques mois, Michel BOYON, président du CSA, sur ce problème. Il m'a répondu, du bout des lèvres, que « des efforts ont déjà été faits, mais il reste beaucoup à faire ». Notons toutefois qu'il n'a pas nié la responsabilité du CSA et son implication et qu'il n'a pas botté en touche, ce qui peut nous inciter à retourner vers lui. Merci.

Réponse de Sophie BECHEREL : alors, il y a plusieurs volets dans votre question. Que demandez-vous précisément au CSA ?

J. F. : exactement la même chose que ce que je viens de vous demander.

S. B. : c'est-à-dire que vous souhaiteriez que le CSA soit le gendarme de la presse, le censeur ?

J. F. : c'est-à-dire qu'il m'a répondu qu'il y avait effectivement un problème, mais il reste beaucoup à faire. Sa réponse m'a frustré un peu, parce que c'était pour me faire plaisir, mais il aurait pu aussi me dire : « ce n'est pas mon affaire ». Il n'a pas dit ça ; autrement dit, je sens qu'il faut y retourner. Le sujet est extrêmement difficile : on n'aimerait pas la censure. Le sujet est très délicat, mais plus encore, il est très important. Nos démocraties aujourd'hui, et c'est ce que j'ai entendu dans 1 démonstration lors d'un congrès à Bruxelles fin juin, subissent la tyrannie des minorités.

S. B. : je ne suis pas tout à fait certaine d'avoir compris votre question, en ce sens que je pense plutôt que c'était un point de vue. Demander au CSA de faire le ménage, en considérant que les journalistes doivent avoir un niveau minimal de compétences ?

Les journalistes font de l'information, qui n'est ni de la communication, ni de la vulgarisation. La communication, on la laisse aux communicants, c'est-à-dire ceux qui veulent délivrer un message. En ce sens, une association délivre un message, par exemple, Sauvons le Climat délivre un message. C'est pour cela que notre association s'appelle « de la presse d'information » : les publications internes ne nous concernent pas. Par exemple, les publications du CNRS, du CEA, ne rentrent pas dans notre champ d'action et nous n'acceptons pas les journalistes qui font ces publications, en ce sens qu'ils dépendent d'une institution publique et on estime, à ce titre, qu'ils ne peuvent pas être indépendants. Ces journaux-là font de la communication : on communique des résultats de recherche etc. Le journaliste a un devoir d'honnêteté, à défaut d'objectivité, car effectivement, suivant l'angle que vous allez choisir, suivant le support pour lequel vous travaillez, votre objectivité va naviguer. De plus, suivant la personne qui recevra votre message, il y aura encore une interprétation. Mais le devoir du journaliste, c'est quand même d'aller à la source de l'information, d'entendre les différents points de vue et il n'a pas à dire que le vert plutôt que le rouge a une valeur supérieure à l'autre. Le rôle des journalistes est d'écouter tous les sons de cloche, de les rapporter, et d'en faire une synthèse si possible.

--

L'objet du débat n'est pas la presse, nous allons donc prendre plusieurs questions à la file, puis nous aurons une réponse unique qui devrait leur répondre.

Question (Hervé NIFENECKER) : je prends la parole, puisque c'est moi qui était à l'origine du communiqué. Je m'excuse si cela vous a choqué, mais il est évident qu'à la suite de Fukushima, nous étions tous bouleversés, parce que nous savions ce qui se passait dans l'usine. Nous savions que des gens travaillaient dans le réacteur, qu'ils étaient coupés du monde, qu'ils n'avaient même pas de lumière (on l'a su très vite) : ils étaient dans des conditions incroyables. Il y a quelqu'un qui a fait un très très bon travail de journaliste dans ce domaine, c'est Sylvestre HUET. Alors qu'il était à Libération, on aurait pu penser qu'il allait crier avec tout le monde. Eh bien non, il s'est vraiment renseigné aux sources. Il y a eu en permanence beaucoup de communication faite par TEPCO, par NISA (on peut toujours dire qu'ils mentent, c'est traditionnel), mais tous les jours, 3 jours après, on avait cette information. On ne les a pas senties du tout apparaître dans des médias comme le vôtre, comme France Inter que j'écoute tous les jours. Et surtout, les gens qui venaient parler, je m'excuse mais c'était des incompetents, absolument pas indépendants. On ne fait pas appel à des gens qui sont retraités et indépendants parce qu'ils sont payés par leur caisse de retraite et Dieu sait qu'il y en a qui sont compétents. Par exemple, les anciens directeurs de centrales !

S. B. : Et vous ne les avez pas entendus ?

H. N. : Je ne les ai pas entendus.

S. B. : Alors je vous fournirai le dossier complet que j'ai fait sur le sujet, puisque figurez-vous que quand j'ai lu votre tribune, j'ai un petit peu travaillé le sujet, vu que le service public était particulièrement attaqué. Je vous trouve très injuste, mais je vous fournirai les éléments pour que vous puissiez en juger par vous-mêmes. Arrêtez de me dire que vous avez entendu untel « partout », dites-moi où ! Soyez précis, vous êtes des scientifiques !

H. N. : Je voulais faire une remarque qui ne parte pas de la compétence ou de l'incompétence des journalistes, mais qui prenne les choses un petit peu plus en amont. Je vais prendre deux exemples caricaturaux et donc simples, qui montrent bien ce qui s'est passé. Le premier exemple, c'est le problème climatique : il est clair qu'il y a un consensus dans la communauté scientifique et que dans la société, ce consensus n'existe pas. Donc, quand on passe de la communauté scientifique à la société, il y a une déformation de la question. C'est un peu comme ce qu'il se passait dans les années 70 aux États-Unis, quand la question du cancer et du tabac était clairement établie du point de vue scientifique, alors que dans la société, il y avait un certain nombre d'officines dont la fonction était d'introduire le doute. Il y avait même un livre, qui s'appelait Marchands du doute, qui décortique un peu la question. Ce que je veux dire, c'est que le problème est là : c'est que, quand on passe de la communauté scientifique à la société, il y a une espèce de réfraction bizarre qui fait qu'il ne se traduit pas ce qui se passe dans la communauté scientifique. La raison, je crois que je l'identifie : dans un cas, on est dans la science (en gros, elle n'a pas de conséquences et tout le monde s'en fout), et dans la société, on aborde le problème par la voie de la technologie, ce qui concerne tout le monde, car cela change les rapports entre les gens, leur rapport avec la nature et que c'est donc différent. Autrement dit, les gens ont tendance à prendre les problèmes scientifiques par le biais de ce que cela va avoir comme conséquence sur eux. Et ça, c'est la source d'un biais. Et à mon avis, si les journalistes ne sont pas absolument au clair avec ça, c'est difficile de traiter ce problème-là. Cette interface est difficile à traiter à cause de cela, et c'est un vrai problème.

Question : bonjour, je fais partie de Sauvons le Climat, mais aussi de la société pour la protection des paysages et l'esthétique de la France. Ma question s'adresse à tous les gens de Sauvons le Climat : notre président a inauguré cette réunion en nous disant qu'un des objectifs étaient de lutter contre les contrevérités. Je salue cette initiative judicieuse et courageuse et cette réunion va certainement y contribuer. C'est un combat continu et de tous les jours. Ma question est la suivante : comment notre association, et toutes celles qui se reconnaissent dans ce combat, peuvent-elles y parvenir ? Je pourrais citer plusieurs de ces contrevérités (je pourrais même dire mensonges), propagées par le syndicat des énergies renouvelables, ou aussi par le ministère, ou encore par l'ADEME, et repris par les médias sans analyse critique. Je vais prendre plusieurs exemples : par exemple, les chiffres de CO2 évité. Évité par rapport à quoi ? On voit cela sans arrêt. Les chiffres de la production éolienne et photovoltaïque : ils ne sont basés sur aucune étude scientifique ni sérieuse ni indépendante. Les chiffres de créations d'emplois liés au développement des énergies renouvelables : ils sont présentés sans apporter aucune preuve. Les chiffres du nombre de foyers alimentés par l'électricité issue d'énergies renouvelables : on oublie de dire qu'elle n'est pas garantie et que parfois, il n'y a pas d'électricité. Autre exemple, faire la comparaison trompeuse entre le nucléaire et les énergies renouvelables intermittente en mégawatts. Il n'y a pas besoin d'avoir fait polytechnique pour savoir que la production électrique se mesure en mégawatts heure, et pas en mégawatts. Autrement dit, ma question est la suivante : comment pouvons-nous lutter contre cette désinformation ?

Question : bonjour, je fais partie de Sauvons le Climat, et je suis chercheur au CEA. Je voulais juste témoigner de la façon dont j'ai vécu la communication au moment de Fukushima. Cela s'est passé un vendredi matin ; le vendredi soir, je suis rentrée chez moi, et j'ai vu ces images abominables sur

Internet, de ces maisons qui se promenaient sur une énorme vague de débris. J'ai immédiatement envoyé un e-mail à mes collègues japonais, pour avoir de leurs nouvelles. À partir de là, le samedi et le dimanche, la communication sur France Inter, dont je suis auditrice régulière : il n'y a eu que des choses sur Fukushima, et pendant ces 2 jours-là, je n'ai entendu que des antinucléaires, en particulier, je me souviens très bien de l'intervenante de dimanche, qui disait qu'il y avait des réacteurs avec de l'eau lourde et de l'eau légère, et que de toute façon c'était très dangereux. Voilà une information qui a beaucoup ajouté aux gens qui avaient besoin d'information... Et effectivement, après, on a entendu des professionnels. Mais on les a entendus quand l'accident a commencé à devenir vraiment grave, et qu'à ce moment-là, je pense que les journalistes et les autres ont commencé à avoir peur. Mais ces 2 premiers jours, alors que j'étais en attente de communication sur ce séisme, sur ce tsunami, et sur l'état de la population japonaise, m'ont horrifiée.

--

Bien, alors je vous remercie pour tous vos témoignages. Malheureusement, Mme BECHEREL est tenue par des engagements. Vous avez donc tout loisir de nous répondre pour dissiper les malentendus. Je suis désolé de ne pas prendre toutes vos questions, mais vous aurez toute occasion de téléphoner à France Inter, qui visiblement, vous passionne.

S. B. : Je vois qu'il y a beaucoup d'auditeurs de France Inter, j'ai presque envie de vous dire de changer de radio ! On en reparle l'an prochain !

Monsieur parlait du fait que l'on prend les questions scientifiques au travers de la technologie, et de ses applications. Vous n'avez pas tort en ce sens qu'aujourd'hui, je reviens à ce que je disais au début, le rédacteur en chef, pour les responsables dans les médias généralistes, l'idée que les progrès de la connaissance en eux-mêmes, doivent avoir une place, a encore du chemin à faire. Personnellement, quand je vais en conférence de rédaction pour proposer un sujet (prenez quelque chose qui ne fait pas beaucoup de débats : l'astronomie ou la cosmologie par exemple). Quand on arrive là, évidemment cela fait rêver, et on veut bien. Mais à quoi ça sert ? Alors évidemment, quand je veux parler du boson de Higgs, on me répond : mais pourquoi voulez-vous en parler, à quoi ça sert ? C'est à peu près la même chose avec ITER. On a beaucoup parlé d'ITER quand il y a eu les négociations pour savoir où atterrirait l'installation ; vous avez raison, il y a donc un biais, et tous les Français se posent la question, à quoi ça sert ? Vous, évidemment, c'est votre gagne-pain de faire progresser la connaissance, donc vous aimeriez qu'on en parle. Et nous tous, les journalistes scientifiques, nous sommes là pour ça : pour essayer de donner une place à votre travail. Alors maintenant, si vous n'en voulez pas, ce n'est pas grave. Encore une fois, on va arriver à cela. Il n'y aura plus du tout de sciences dans les médias et puis la science, ce sera le petit village gaulois. On parlera du CAC 40, de l'action EDF, mais pas du reste. Donc, c'est un vrai biais, vous avez raison. Objectivement, en toute sincérité, on essaie de lutter contre cela, mais ce n'est pas facile. Encore une fois, il faut se poser la question de savoir quels sont nos auditeurs. Il n'y a pas qu'une communauté scientifique parmi nos auditeurs, il y a aussi des gens qui ont d'autres préoccupations et il faut respecter cela. Il y a des sujets un peu ardues, soit qu'on ne traite pas, soit qu'on traite trop peu.

Oui, madame, on a beaucoup parlé de Fukushima et de la centrale nucléaire, alors qu'on nous demandait de parler du tsunami et du séisme, mais on ne savait pas quel danger représentait la centrale, alors qu'on savait que le tsunami et le séisme étaient passés, on connaissait les dégâts qu'ils avaient engendrés. On a cherché les informations, on est allé voir toutes les sources possibles et imaginables et ,dès le dimanche, il y avait M. (...) d'AREVA et Mme Nathalie Kosciusko-Morizet à l'antenne sur France Inter et pas seulement des écologistes incompetents.

Monsieur, vous parliez de lutter contre les contrevérités, et vous mettez dans le paquet l'ADEME, des associations pour le photovoltaïque etc. Ça, c'est un jugement. Encore une fois, nous les journalistes, nous essayons d'aller à différentes sources d'information, d'en faire une synthèse. On peut présupposer que certains organismes ou certaines personnes sont malhonnêtes, mais cela n'est pas

notre approche. On continuera donc certainement à donner la parole à des institutions financées par les pouvoirs publics, que sont l'ADEME, ou le ministère de l'écologie, même si vous pensez que leur parole ne vaut rien.

Question : on peut avoir un point de vue critique sur ce qu'ils disent, ce que vous ne faites jamais ! On peut ne pas se contenter de rapporter l'information.

Réponse : non, ce n'est pas que rapporter, je pense qu'il y a des journalistes qui font une analyse critique. Mais justement, quand elle va dans un sens, vous l'acceptez ; quand elle ne va pas dans le sens souhaité, vous l'acceptez moins. C'est ça qui est un petit peu gênant.

Vous parliez également de l'indépendance des chiffres : c'est vrai que les chiffres, c'est quelque chose de très difficile à manipuler. Encore une fois, on n'a pas tous un doctorat en physique nucléaire et de ce fait là, oui, on peut être abusé. Il y a parfois des niveaux de précision qu'on ne peut pas atteindre avec un certain niveau de formation.

--

Jacques MASUREL

Merci beaucoup. Je voudrais faire un témoignage positif : je ne suis pas un auditeur de France Inter, mais je crois que je vais le devenir, parce que vous avez répondu avec un tel discernement, à des questions souvent un peu difficiles (il y a un peu de passion chez nous, vous le sentez). Un grand merci : je pense que vos explications vont certainement nous faire réfléchir et nous aider à comprendre la complexité de ce qu'il se passe derrière le rideau. Cela n'est pas facile.

S. B. : C'est la conclusion à laquelle nous étions arrivés. Le sujet est lui-même difficile et la pratique du journalisme n'est pas forcément chose aisée.

J. M. : absolument. En tout cas, un grand merci d'être intervenu devant un public peut-être un petit peu difficile. J'espère que l'on va pouvoir continuer à échanger et, peut-être, sans passer par l'intermédiaire de notes un peu virulentes faites par notre association...